

iisd

International
Institute for
Sustainable
Development

Institut
international du
développement
durable

Collaboration et innovation

L'AVENIR DU LEADERSHIP POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORT ANNUEL DE L'IISD 2012-2013

Table des matières

1. Mission et vision
2. Message du président
3. Message du président-directeur général
4. Conseil d'administration de l'IISD
5. Personnel de l'IISD
6. Message du vice-président, Affaires internationales
8. Message du vice-président, Science et innovation
10. Message du vice-président, Climat, énergie et partenariats
12. Message du vice-président, Services d'information
14. Message du vice-président, Stratégie institutionnelle et planification
16. 2010-2013, Engagements de subventions et revenus reconnus par thème du Plan stratégique
18. Sommaire du bilan consolidé
26. Cadre conceptuel du Plan stratégique de l'IISD

SIÈGE

161, avenue Portage Est
6^e étage
Winnipeg (Manitoba) Canada
R3B 0Y4
Tél. : +1 204 958-7700
Télec. : +1 204 958-7710
info@iisd.ca
www.iisd.org

BUREAU DE GENÈVE

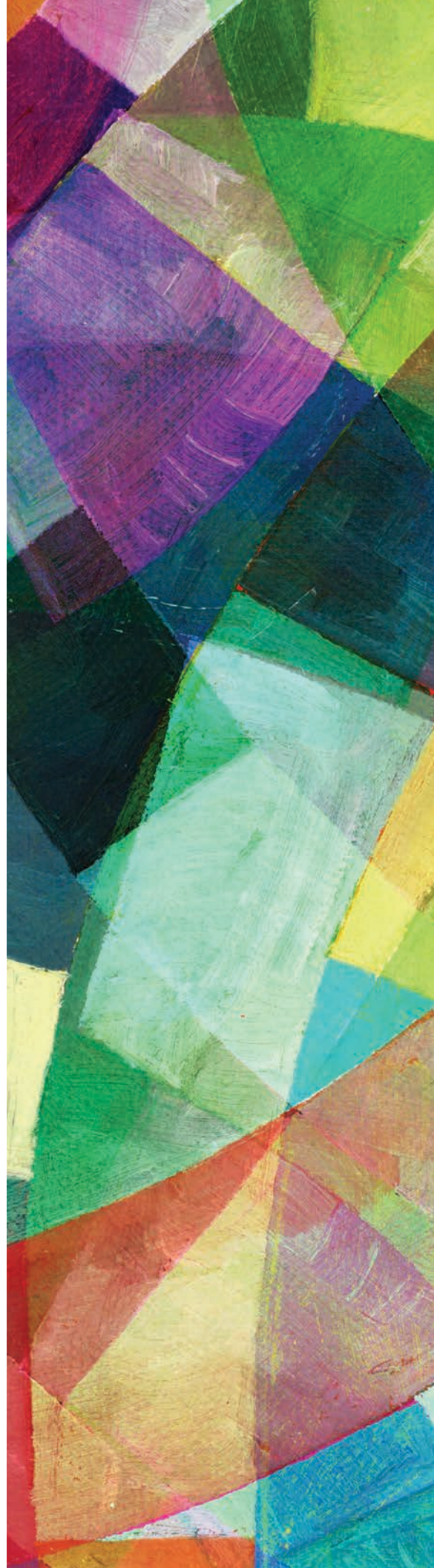
La maison internationale de
l'environnement 2
9, chemin de Balexert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : +41 22 917-8683
Télec. : +41 22 917-8054

BUREAU D'OTTAWA

75, rue Albert, bureau 903
Ottawa (Ontario) Canada
K1P 5E7
Tél. : +1 613 238-2296
Télec. : +1 613 238-8515

SERVICES D'INFORMATION DE L'IISD

300 East 56th Street #11D
New York, NY 10022 USA
Tél. : +1 646 536-7556
Télec. : +1 646 219-0955
www.iisd.ca





NOTRE VISION :
UN MIEUX-VIVRE
DURABLE
POUR TOUS

NOTRE MISSION :
ASSURER UN
AVENIR DURABLE
AUX SOCIÉTÉS
EN FAVORISANT
L'INNOVATION

L'Institut international du développement durable (IISD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, la politique économique, les changements climatiques et l'énergie, la gestion du capital naturel et social ainsi que le rôle habilitant des technologies de l'information dans ces domaines. Nous rendons compte des négociations internationales et partageons le savoir que nous avons acquis lors de projets collaboratifs. Cela se traduit par une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement, des réseaux de meilleure qualité entre le Nord et le Sud ainsi que de meilleures connexions mondiales entre les chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

L'IISD a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Le financement de ses dépenses de fonctionnement de base provient du gouvernement du Canada, par l'entremise du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), ainsi que du ministère des Affaires étrangères du Danemark et du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projets lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

Cette année a marqué un tournant crucial pour l'Institut international du développement durable qui, armé d'une nouvelle approche de gestion adoptée par une nouvelle équipe de direction, a entrepris de recentrer ses efforts afin de répondre aux défis économiques, environnementaux et sociaux de plus en plus complexes auxquels fait face le développement durable.

LA NOMINATION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT DONNE UN NOUVEL ÉLAN À L'INSTITUT

La nomination de Scott Vaughan à la présidence et direction générale de l'IISD en janvier a rapidement renouvelé l'élan de l'Institut alors que nous faisons face à une année de difficiles défis de financement et de changements inévitables sur un certain nombre de fronts.

Le 1^{er} avril, M. Vaughan a officiellement assumé ses fonctions à l'IISD, en provenance du bureau du Commissaire à l'environnement et au développement durable. Depuis ce jour, il a fait une énorme différence dans les travaux de l'IISD en prenant d'emblée en main les questions urgentes soulevées par le transfert prévu de la région des lacs expérimentaux (Experimental Lakes Area) de renommée mondiale du gouvernement canadien à l'IISD, garantissant ainsi la poursuite de la recherche scientifique fondamentale qui y est effectuée sur les eaux douces. Cette recherche complète les travaux du Centre d'innovation pour l'eau dont les activités sont axées sur les questions connexes au lien eau-énergie-alimentation.

L'IISD RECONNU LORS DU SOMMET RIO+20

Les efforts novateurs de l'IISD pour trouver des solutions durables aux questions liées à l'eau ont été reconnus lors du Sommet de la Terre Rio+20 en juin dernier lorsque l'Institut a reçu le prix d'excellence *Sustainia100*, l'un des nombreux prix qu'il a remportés pour ses travaux exceptionnels au cours de l'année.

Les travaux de l'IISD dans le domaine des finances, des investissements et des subventions durables ont été bien représentés lors de l'événement et couverts quotidiennement de façon exhaustive par les équipes des Services d'information et le *Bulletin des Négociations de la Terre*. Le *Bulletin* a célébré son 20^e anniversaire lors du Sommet et a, depuis, poursuivi sa couverture des discussions sur le cadre de développement de l'après-2015 qui ont lieu partout dans le monde.

Message du président



UNE ÉQUIPE DÉVOUÉE

Un grand nombre des réalisations de l'IISD au cours de l'année passée n'auraient pas été possibles sans le travail acharné et le dévouement de notre personnel, de nos chercheurs

et de nos associés, la collaboration désintéressée de notre équipe de direction, le soutien fidèle du conseil et les efforts de nos vice-présidents, Charles Loewen et Claude Martin. Charles et Claude ont siégé avec efficacité au conseil pendant de nombreuses années et prendront leur retraite cette année.

Je remercie en outre Roger Gibbins, Måns Lönnroth et Bruce Sampson, administrateurs qui ont pris leur retraite en juin et je souhaite la bienvenue à Andrea Moffat, Alan Young, Felix von Sury et Emmanuel Ikazoboh les nouveaux administrateurs arrivés l'an dernier.

Cette année non seulement regorge de promesses mais elle sera aussi l'année des décisions cruciales. Nous aurons de multiples opportunités pour poursuivre notre mission actuelle et pour trouver de nouveaux moyens d'améliorer notre situation sur la Terre, notre planète.

La rigueur dans la recherche, le courage dans la communication de nos résultats et la défense de nos recommandations, ainsi que la mobilisation de ceux qui nous appuient et de ceux qui nous apportent leurs contributions sont essentiels à la poursuite de notre succès et à la célébration de réalisations encore plus nombreuses.

Daniel Gagnier,
Président, conseil d'administration

Collaboration innovation

Message du président-directeur général



Je suis très heureux de me joindre à l'équipe de l'Institut international du développement durable. C'est une organisation que j'admire depuis longtemps pour la qualité, la pertinence et l'indépendance de ses travaux. Au cours de mes trois premiers mois au sein de l'IISD, j'ai été encore plus impressionné par le groupe exceptionnel de collègues engagés et de principes qui, ensemble, font de l'IISD une source fiable de connaissances et d'innovation.

Tout comme maintes organisations non gouvernementales, l'IISD fait face à un certain nombre de défis critiques dont l'un des plus importants est de suivre le rythme de l'évolution constante du développement durable lui-même. Dans un grand nombre des secteurs de ce domaine, des changements climatiques à la justice sociale, l'urgent et l'important convergent. Pour demeurer une source fiable d'analyses de politiques pertinentes, l'IISD doit constamment innover tant dans le genre de travaux qu'il réalise que dans la façon dont il communique les connaissances qu'il en tire.

Je veillerai à ce que l'IISD soit doté des systèmes de gestion dont il a besoin pour être preste, concentré et d'avant-garde en promouvant la cohésion entre les équipes axées sur ses divers domaines d'intérêt et en diversifiant nos partenariats avec l'extérieur (y compris ceux avec les donateurs) au cours de l'année à venir.

L'IISD travaille actuellement dans quelque 45 pays. Au cours de l'année passée, ses activités ont inclus le soutien au suivi des émissions annuelles de gaz à effet de serre au Kenya, la préparation des caféiculteurs de l'Ouganda en prévision des répercussions des changements climatiques et, en partenariat avec des pays tels que l'Inde et l'Afrique du Sud, le traitement de problèmes systémiques sous-jacents au niveau de la réglementation économique mondiale tels que les traités d'investissement.

L'IISD S'EST DISTINGUÉ COMME L'UNE DES SOURCES MONDIALES DE RENSEIGNEMENTS FIABLES AU SUJET DES SUBVENTIONS, PARTICULIÈREMENT NUISIBLES POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. IL EST EN OUTRE UN CHEF DE FILE MONDIAL POUR LA TRANSPARENCE DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES, ET PAR CONSÉQUENT, LEUR RESPONSABILISATION. DE PLUS, IL CONTINUE À TRACER DES VOIES NOVATRICES POUR LE SAVOIR DANS DES DOMAINES TELS QUE LA GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES, LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET AUTRES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES CRUCIALES.

Je suis impatient de relever de nouveaux défis au cours de l'année à venir. Et parmi eux, l'approfondissement de nos travaux novateurs sur la gestion des ressources en eau douce qui trouve ses racines dans des éléments fondés sur la science et des solutions pour le paiement des services écosystémiques, tout en élargissant l'éventail de nos travaux actuels en Chine.

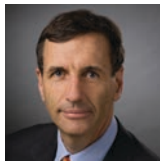
Je vous invite à en apprendre plus sur les travaux de l'Institut et sur ses réalisations au cours de l'année écoulée qui sont mis en exergue dans le présent rapport annuel.

Scott Vaughan,
président

Conseil d'administration de l'IISD 2012-2013



Daniel Gagnier
Président, Conseil
d'administration, IISD
(Canada)



Scott Vaughn
Président-directeur général,
IISD (Canada)



Maurice Biron
Président, Nativest Inc.
(Canada)



Stephanie Cairns
Directrice, Vrangellia
Consulting (Canada)



Pedro Moura Costa
Co-fondateur, EcoSecurities et
associé fondateur, E2 (Brésil)



Michel De Broux
Avocat, ancien VP,
Hydro-Québec CapiTech Inc.
(Canada)



Hugo Delorme
Associé, NATIONAL Public
Relations (Canada)



Emmanuel Ikazoboh
Président et président-
directeur général,
Hedonmark Management
Services (Nigéria)



Charles Loewen
Administrateur, The C.P.
Loewen Family Foundation
(Canada)



Claude Martin
Conseiller honoraire et
ancien directeur général,
WWF International (Suisse)



Andrea Moffat
Vice-présidente, programme
d'entreprise, Ceres (Canada)



Patrica Moles-Rivero
Gestionnaire de pays pour le
Brésil, Petra Foods Pte (Brésil)



Papa Kwesi Nduom
Directeur général, First National
Savings and Loans (Ghana)



Carlos Nobre
Chercheur principal, Center for
Earth System Science (CCST)
– National Institute for Space
Research (INPE) (Brésil)



Jiahua Pan
Directeur, Institut pour les études
urbaines et environnementales,
Académie chinoise des sciences
sociales (Chine)



Emmanuelle Sauriol
Directrice générale, LVM Ltd.
(Canada)



Bruce Schlein
Vice-présidente, Affaires
environnementales
(États-Unis)



Vicky Sharpe
Présidente-directrice
générale de Technologies du
développement durable du
Canada (Canada)



Emőke Szathmáry
Présidente émérite et
professeure, Université du
Manitoba (Canada)



Felix von Sury
Ancien directeur exécutif,
Intercooperation (Suisse)



Michael Vukets
Associé fondateur, Michael
Vukets & Associates (Canada)



Erna Witoelar
Membre du conseil de
direction, Indonesia Biodiversity
Foundation (Indonésie)



Alan Young
Directeur général, Initiative
boréale canadienne (Canada)

Membres émérites

Robert B. Brennan
John Forgách
Richard Matthew
Thomas A. Myers
Adil Najam
László Pinter
Simon Zadek

Conseillers de l'extérieur

Margaret Biggs
Bob Hamilton
Stephen McGurk
Fred Meier
Paul Vogt

Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland
Gary Filmon
José Goldemberg
Jim MacNeill
Brian Mulroney
Shridath Ramphal
Maurice Strong

Membres distingués

Jacques Gérin
Arthur J. Hanson
Jim MacNeill
David Runnalls
Mohamed Sahnoun
Maurice Strong
Franz Tattenbach

Président fondateur

Lloyd McGinnis

L'équipe de l'IISD

L'équipe de l'IISD est un groupe diversifié composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et New York, l'IISD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseil et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IISD en 2012-2013.

Heather Anderson
Jocelyn Andrew
Rod Araneda
Christopher Beaton
Nathalie Bernasconi-
Osterwalder
Livia Bizikova
Susan Boning
Jessica Boyle
Richard Bridle
Johnvee Calaguian
Christopher Charles
Xi Chen
Katherine Clark
Karin Clegg
Diane Conolly
Jennifer Covert
Heather Creech
Maxine Cunningham
Ramon Dator
Fariba Di-Benedetto-
Achtari
Jason Dion
Rosemary Dohan
Lael Dyck
Daniella Echeverria
Ramona Fryza
Janice Gair
Philip Gass
Ivetta Gerasimchuk
Pauline Gerrard
Bill Glanville
Vicky Goodall
Karen Goulding
Mark Halle
Anne Hammill
Melissa Harris
Mariana Hug
Julie Karami
Marius Keller
Lucy Kitson
Kerryn Lang
Faye Leone
Tilmann Liebirt
Jason Macki
Jason Manaigre
Angela Marceniuk
Stacy Matwick
Matthew McCandless
Tom Moerenhout
Christina Moffat
Grace Mota
Elias Mukozi

Piret Nõukas
Jo-Ellen Parry
Elka Parveva-Kern
Nona Pelletier
Oshani Perera
Jacqueline Pilon
Deborah Roosen
Dimple Roy
Marlene Roy
Christa Rust
David Sawyer
Ian R. Seymour
Darren Swanson
Shelly Swidinsky
Kyle Swystun
Flavia Thomé
Charles Thrift
Joel Trenaman
Laura Turley
Henry Venema
Brad Vincelette
Damon Vis-Dunbar
Vivek Voora
Jun Wei
Peter Wooders
Alicia Natalia Zamudio
Trigo
Huihui Zhang
Karla Zubrycki

ASSOCIÉS

Ben Akoh
Maja Andjelkovic
Mark Anielski
Stephan Barg
Jane Barr
Dale Beugin
David B. Brooks
Aaron Cosbey
Alec Crawford
Frédéric Gagnon-Lebrun
Richard Grosshans
Peter Hardi
Tara Laan
Richard Lawford
Caroline Lewko
Mahnaz Malik
Don MacLean
Scott McFatridge
Howard Mann
Robert McLeman
Sheldon McLeod
Deborah Murphy

Adil Najam
Jean Nolet
Bryan Osborne
Leslie Paas
Jean Perras
Jim Perry
Jason Potts
Dale Rothman
Daniel Rubenstein
Doug Russell
Aimee Russillo
Todd Scaletta
Cory Searcy
Sabrina Shaw
David Souter
Seton Stiebert
Natalie Swayze
Dagmar Timmer
Bishunarine Tulsie
Stephen Tyler
Christian Weber
Dave Wilkins
Robert Wolfe

SERVICES D'INFORMATION

Soledad Aguilar
Oluwatomilola Akanle
Jennifer Allan
Lauren Anderson
Beate Antonich
Asheline Appleton
Melanie Ashton
Graeme Auld
Paula Barrios
Nienke Beintema
Catherine Benson
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Robynne Boyd
Pamela Chasek
Qian Cheng
Claudio Chiarolla
Jennifer Covert
Joanna Dafoe
Deborah Davenport
Nicole de Paulo
Domingoes
Francis Dejon
Daniela Diz Pinto
Peter Doran
Louison Dumaine
Noha El Haddad
Angeles Estrada

Socorro Estrada
Angeles Estrada
Bo-Alex Fredvik
Claudia Freidrich
Mongi Gadhoun
Myriam Gadhoun
Sandra Gagnon
Johannes Gnann
Tasha Goldberg
Leonie Gordon
Langston James "Kimo"
Goree VI
Maria Gutierrez
Reem Hajjar
Kate Harris
Camellia Ibrahim
Cherelle Jackson
Sikina Jinnah
Harry Jonas
Stefan Jungcort
Manu Kabahizi
Hal Kane
Resson Kantai
Tallash Kantai
Pui Khemaros
Pia Kohler
Hélène Kom
Elena Kosolapova
Kati Kulovesi
Alexandra Lefevre
Jennifer Lenhart
Faye Leone
Aaron Leopold
Elaine Limjoco
Kate Louw
Suzi Malan
Jonathan Manley
Leila Mead
Alice Miller
Chad Monfreda
Elisa Morgera
Michail Mouzourakis
Wangu Mwangi
Kate Neville
Diego Noguera
Erindira Nunez
Dorothy Nyangi
Kate Offerdahl
Olivia Pasini
Delia Ruth Paul
Teya Penniman
Cristina Perez
Elizabeth Press

Rishikesh Ram Bhandry
Gmelina Ramirez-Ramirez
Eugenia Recio
Stefan Renckens
Keith Ripley
Nathalie Risse
Tanya Rosen
Laura Russo
Annalisa Savaresi
Nicole Schabus
Maja Schmidt-Thomé
Mark Schulman
Anna Schulz
Natacha Schwartz
De Diego
Mihaela Secieru
Ari Shapiro
Anju Sharma
Matt Sommerville
Hussain Talabani
Daniela Tarizzo
Jessica Templeton
Asterios Tsioumanis
Elsa Tsioumani
James Van Alstine
Cecilia Vaverka
Andrey Vavilov
George Vavilov
Antto Vihma
Brad Vincelette
Ingrid Visseren
Lynn Wagner
Jaime Webbe
Brett Wertz
Hugh Wilkins
Liz Willetts
Nancy Williams
Peter Wood
Sean Wu
Kunbao Xia
Yulia Yamineva

STAGIAIRES

Leah Buckely
Braedon Cashion
Christine Cooper
Jordan Flagel
Kristi Foster
Olivia Freeman
Alexandra Groom
Lucia Lam
Natalie Martin
Kelly Sharp
Emily Trainor

Des bureaux internationaux axés sur l'investissement, l'approvisionnement vert, les subventions et les finances

RAPPORT DU BUREAU DU VICE-PRÉSIDENT, AFFAIRES INTERNATIONALES

Les programmes de l'IISD axés sur les finances, les investissements, les subventions et l'approvisionnement ont accumulé l'an dernier un élan considérable qui devrait continuer à croître grâce à une plus vaste collaboration avec les acteurs du secteur privé, en particulier dans les domaines des finances et de l'investissement. Les travaux suscitent un intérêt et un débat mondiaux, et les équipes profitent de leur apprentissage pour aller de l'avant avec les partenariats et la mise en œuvre.

Les travaux de l'IISD en matière de réforme des finances ont été axés sur l'influence positive que les finances durables et l'investissement responsable peuvent avoir sur les règles régissant les opérations bancaires et financières, et ainsi améliorer la stabilité économique. L'accent a été mis sur le regroupement des parties prenantes autour d'un but commun. L'an passé, les travaux dans ce domaine visaient la Chine et les Émirats Arabes Unis.

En ce qui concerne les investissements, l'IISD continue à éclairer le débat mondial sur les sujets liés à l'investissement international connexes aux accords et contrats d'investissement négociés dans le monde entier, plus particulièrement entre les investisseurs et les pays en développement. L'équipe s'efforce de réformer le règlement des

Mark Halle > Vice-président, Affaires internationales



innovation



Collaboration



Collaboration

différents liés à l'investissement et de veiller à ce que des contrats équitables soient négociés afin d'atteindre un meilleur équilibre entre la protection des droits des investisseurs et la mise en place de règles équitables permettant aux gouvernements de poursuivre leurs objectifs de durabilité. L'an dernier, les travaux de l'IISD sur les traités d'investissement ont fait voyager ses représentants en Afrique du Sud, en Inde et au Mozambique.

Le succès renouvelé de la Global Subsidies Initiative (GSI) démontre l'importance de se concentrer sur un ou deux aspects d'une question pour concrétiser le changement transformateur nécessaire pour atteindre les objectifs du développement durable. Le temps a prouvé que les changements graduels ne suffisent pas, nous centrons donc notre énergie sur les domaines dans lesquels c'est le moment opportun pour changer de stratégie de pensée. Les travaux du GSI portent leurs fruits, ouvrant le débat sur la réforme des subventions pour les combustibles fossiles, les biocombustibles et l'irrigation. L'an passé, les travaux du GSI ont été axés sur l'Indonésie, l'Inde, le Vietnam, le Nigéria et la Thaïlande.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONFIANCE ENTRE LES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC EST AU CŒUR DES TRAVAUX DU PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT PUBLIC DURABLE QUI VISE À ENCOURAGER LES GOUVERNEMENTS À DONNER DE SOLIDES INCITATIONS DE MARCHÉ POUR L'INVESTISSEMENT VERT, L'INNOVATION, LA PRODUCTION ET LA CROISSANCE EN ACCORDANT LA PRÉFÉRENCE AUX PRODUITS ET SERVICES VERTS TOUT EN COLLABORANT AVEC LES SECTEUR PRIVÉ POUR ÉTENDRE LEUR GAMME DE PRODUITS ET SERVICES. L'AN PASSÉ, LES TRAVAUX DE L'IISD AU TITRE DE L'APPROVISIONNEMENT VERT ONT VISÉ L'INDE, L'AFRIQUE DU SUD, LE GHANA ET LE BRÉSIL.

innovation

Soutenir la sécurité des ressources hydriques, alimentaires et énergétiques mondialement et localement

RAPPORT DU PROGRAMME CAPITAL NATUREL ET SOCIAL

Le programme Capital naturel et social (NASCap) de l'IISD, dirigé par le VP Science et innovation, Henry David Venema, collabore avec un vaste ensemble de secteurs et parties prenantes dans les domaines de l'agriculture, des affaires et de l'industrie. L'équipe travaille avec des entrepreneurs, des membres du corps professoral, des chercheurs scientifiques, des groupes environnementaux et tous les paliers de gouvernement afin de développer une gamme dynamique de programmes axés sur les thèmes de la sécurité des ressources hydriques, alimentaires et énergétiques. Le programme combine des travaux centrés sur l'écosystème réalisés par le Centre d'innovation pour l'eau avec les compétences en matière de processus du Groupe de prévoyance.

L'an passé, les travaux du NASCap sur les biens et services écologiques (BSE) ont été centrés sur la gestion des nutriments, la réduction des dommages dus aux inondations, la résilience face aux sécheresses d'été et la restauration de l'habitat dans les terres humides. Certains des travaux en cours incluent la création d'une évaluation des BSE fournis par les tourbières du Manitoba dans le cadre du projet de gestion des tourbières de la province. Le NASCap se penche en outre sur la priorisation et la communication de la valeur des avantages, du point de vue des BSE, de diverses options de stockage de l'eau comme moyens d'améliorer la sécurité hydrique, énergétique et alimentaire dans les régions enclines à la sécheresse.

Les membres de l'équipe du NASCap participent en outre aux approches et processus pour aider les décideurs à faire un lien entre la planification environnementale et le développement socioéconomique plus vaste grâce à des approches élaborées par le Groupe de prévoyance. Les systèmes d'indicateurs à l'échelle communautaire, des bassins hydrographiques, nationale et internationale permettent à l'équipe de surveiller et de mesurer les progrès vers la durabilité. En outre, on utilise des approches d'élaboration de scénarios dans des circonstances où les parties prenantes sont multiples pour réfléchir en groupe aux avenir plausibles et souhaitables. Cette approche est appelée « élaboration participative de scénarios » (EPS) et a récemment été appliquée dans environ 10 pays du monde, ainsi que dans des contextes régionaux au Canada.



Henry David Venema, PhD > Vice-président,
Science et innovation

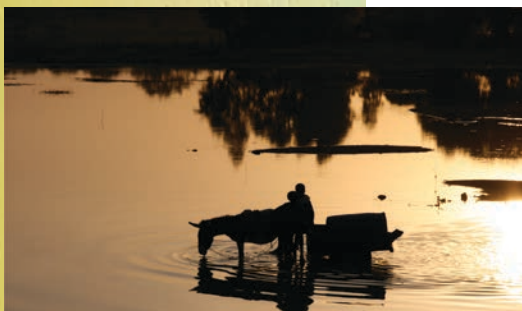
innovation



Collaboration



LES PROCESSUS D'EPS ONT ÉTÉ APPLIQUÉS DANS DIVERS BUTS L'AN PASSÉ, Y COMPRIS POUR DÉTERMINER DES SCÉNARIOS PLAUSIBLES À L'ÉCHELLE DU PAYSAGE POUR LES CHANGEMENTS AGRICOLES SOUS DIVERS CLIMATS, POUR DÉTERMINER LES POSSIBILITÉS DE GÉNÉRALISER LES ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATÉRAUX COMME PAR EXEMPLE L'INTÉGRATION DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE DANS LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT DANS LES CARAÏBES, ET POUR DÉTERMINER LES MEILLEURS MOYENS D'EFFECTUER LA TRANSITION VERS DES PAYSAGES PLUS RÉSILIENTS QUI OPTIMISENT LA SÉCURITÉ DES RESSOURCES HYDRIQUES, ÉNERGÉTIQUES ET ALIMENTAIRES.



En 2013, le Fonds mondial pour la nature a accordé au lac Winnipeg la distinction peu enviable de « lac le plus menacé du monde ». Le Centre d'innovation pour l'eau de l'IISD répond au défi de nettoyer le lac Winnipeg avec le Projet de bioéconomie du lac Winnipeg qui a obtenu une reconnaissance internationale, nationale, régionale et locale pour ses travaux au cours de l'année passée. Le Projet a obtenu le prix *Sustainia100* lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) en juin 2012. Il démontre comment les grands défis complexes posés par la gestion d'un écosystème et l'adaptation au climat peuvent être transformés en développement économique régional. Qui plus est, il fournit un plan indiquant comment le développement des économies vertes du 21^e siècle sera issu du jumelage de la gestion de l'écosystème régional et des impératifs de politique.

L'IISD collabore avec le gouvernement du Manitoba et Economic Development Winnipeg au sujet de questions de réglementation et de fiscalité pour la mise en œuvre du projet à grande échelle. Il a développé des partenariats pour un prototype de projet commercial, marquant l'évolution continue de l'IISD en tant que lieu de la pensée et de l'action.

L'ÉQUIPE CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ADAPTATION JUMELLE L'ADAPTATION ET L'ATTÉNUATION POUR TROUVER DE NOUVELLES FAÇONS DE METTRE EN ŒUVRE LE DÉVELOPPEMENT SOBRE EN CARBONE ET RÉSILIENT FACE AU CLIMAT. L'ÉQUIPE MET MAINTENANT CELA EN PRATIQUE ET ADOPTE UNE APPROCHE HAUTEMENT COLLABORATIVE DE LA CONCEPTION DES POLITIQUES ET DES OUTILS POUR ATTEINDRE DES RÉSULTATS POSITIFS.

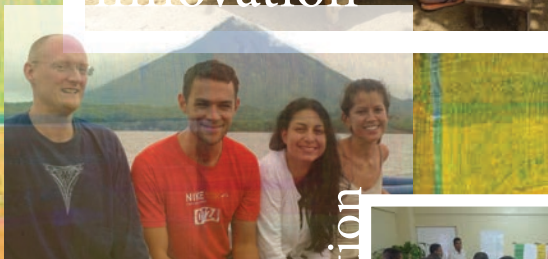
Les spécialistes de l'atténuation et de l'adaptation de l'IISD ont récemment collaboré pour conseiller le gouvernement du Kenya au sujet de l'intégration des avantages tirés du développement compatible avec le climat dans son prochain plan à moyen terme. Au Pakistan, l'IISD a aidé à déterminer les éléments de base de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation correspondant à la politique nationale sur les changements climatiques récemment publiée.

L'équipe a en outre partagé certains des efforts du Canada pour faire face à sa transition vers un avenir mieux armé face au climat. Les provinces et le gouvernement fédéral ont collaboré pour atteindre l'objectif que s'est fixé le Canada pour 2020 de réduire les émissions de gaz à effet de serre à 17 % en deçà du niveau de 2005. Bien que la question de savoir si l'objectif peut être atteint avec les politiques et les réglementations en place actuellement, l'an passé a permis de faire de grands progrès pour combler les lacunes des politiques.

Les efforts pour mettre l'adaptation en œuvre ont commencé partout dans le monde, de plus en plus souvent en regroupant l'adaptation, la réduction du risque et l'atténuation des gaz à effet de serre pour améliorer les résultats du développement. L'IISD fournit le leadership quant à la façon d'envisager, de planifier et de mettre en œuvre les meilleures pratiques ainsi que de centrer les efforts sur la collaboration et les partenariats pour trouver des solutions aux défis profonds et complexes des politiques sur le climat.



innovation



Collaboration





La communication des connaissances met le monde aux pieds de l'IISD

RAPPORT DES SERVICES D'INFORMATION

Les Services d'information de l'IISD ont vécu l'une de leurs années les plus fructueuses et productives. De pair avec la célébration du 20^e anniversaire du *Bulletin des Négociations de la Terre*, l'équipe a élargi son public et a élaboré de nouveaux partenariats ainsi qu'un projet de renforcement des capacités couronné de succès et d'importantes bases de connaissances.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) a été un succès retentissant qui nous a propulsés à l'avant-scène en tant qu'organisation de référence pour les renseignements et les informations au sujet de l'élaboration des politiques intergouvernementales sur le développement durable. Au moyen du site Web, d'une nouvelle application mobile et de listes de diffusion par courrier électronique, les Services d'information ont distribué 642 294 copies de nos rapports pendant Rio+20. Au cours du mois qu'a duré ce sommet, la base de connaissances Sustainable Development Policy & Practice a accumulé 25 446 visites par rapport à seulement 4 041 par mois après sa création en octobre 2010.



Langston James "Kimo" Gore VI > Vice-président,
Services d'information et Liaison avec les Nations Unies

Collaboration Priorité avancée

Collaboration



EN 2012, LES SERVICES D'INFORMATION ONT ÉLABORÉ UN IMPORTANT NOUVEAU PARTENARIAT AVEC LE QATAR ADMINISTRATIVE CONTROL AND TRANSPARENCY AUTHORITY. L'ÉQUIPE A FORMÉ UN GROUPE EXCEPTIONNEL DE QATARIS QUI COUVRIRONT LES POURPARLERS DE DOHA SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN NOVEMBRE ET DÉCEMBRE. CETTE EXPÉRIENCE A AJOUTÉ UNE NOUVELLE DIMENSION AUX TRAVAUX DE L'ÉQUIPE ET SE FONDE SUR LES NOMBREUX ANTÉCÉDENTS DE L'IISD DANS LE DOMAINE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES JEUNES À PROMOUVOIR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU MOYEN DE LA FORMATION ET DE PROGRAMMES DE STAGES.

Pendant la deuxième moitié de 2012, les Services d'information ont effectué un suivi des retombées des résultats de Rio+20 au moyen de la base de connaissances Sustainable Development Policy & Practice, et ont commencé à couvrir les discussions concernant l'ordre du jour du développement de l'après-2015. Les travaux de l'équipe sur la base de connaissances Post-2015 Policy & Practice ont joué un rôle essentiel dans la diffusion des mises à jour et de l'information sur ce processus, y compris à de nouveaux lecteurs qui participent à la consultation publique internationale sur le prochain ensemble d'objectifs de développement des Nations Unies. Ces travaux ont ouvert un beaucoup plus vaste public et présentent de nouvelles possibilités de collaboration avec d'autres agences et programmes des Nations Unies.

Les bases de connaissances des Services d'information couvrent actuellement les changements climatiques, la biodiversité, les terres, les ressources hydriques, les forêts, les produits chimiques et les déchets, le développement durable, l'énergie durable, les petits États insulaires en développement, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique et l'Asie-Pacifique. Les équipes de notre *Bulletin des Négociations de la Terre* et des conférences couvrent de 60 à 80 réunions par an. L'équipe est heureuse d'avoir autant de possibilités et est bien placée pour relever les défis de l'avenir.



innovation



Collaborer pour être plus efficaces

RAPPORT SUR LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

SYNERGIE |

**efficacité ou réalisations accrues
résultant d'une action combinée,
de la coopération, etc.**

-Canadian Oxford Dictionary

Le monde contemporain est un lieu hautement interconnecté. Il faut concevoir des politiques publiques efficaces de façon à aborder des questions connexes de manière intégrée. L'IISD et d'autres organisations qui effectuent des recherches dans le domaine des politiques dépendent, au fond, de la création de liens entre des idées d'une manière qui conduit à de meilleures façons, plus novatrices, d'élaborer des politiques qui tendent vers un avenir plus durable. Ainsi, pour aborder les impacts des changements climatiques, il faut de nouvelles politiques dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de la gestion de l'eau, des subventions, de la santé, entre autres. Il est beaucoup plus facile de comprendre ces liens lorsque les disciplines sont perméables les unes aux autres plutôt qu'imperméables aux autres domaines. Par conséquent, l'efficacité globale des instituts de recherche sur les politiques tels que l'IISD est nettement améliorée lorsque les équipes de chercheurs collaborent par-delà les frontières traditionnelles des programmes.

Pour réaliser la mise en œuvre des valeurs organisationnelles telles que la collaboration entre les programmes, il faut des structures et des processus qui impriment cette valeur dans le fonctionnement quotidien de l'organisation. L'IISD a élaboré un modèle simple pour décrire des degrés croissants de coopération entre les programmes. Il est reproduit ci-dessous.

UN SPECTRE DE COLLABORATION ENTRE LES PROGRAMMES



William H. Glanville, Vice-président,
Stratégie institutionnelle et planification

innovation
Collaboration



innovation collaboration

Au départ, l'information doit être à la disposition des membres de chacune des équipes de programme pour qu'ils comprennent comment leur domaine de travail évolue ainsi que la nature des travaux effectués dans d'autres domaines. Les Services d'information de l'IISD ont créé un système sophistiqué de gestion du contenu et mis sur pied une équipe d'experts dans de nombreux domaines qui déterminent et résument les événements cruciaux, les publications, les résultats et les projets dans des domaines tels que le développement durable, les changements climatiques, la biodiversité et l'énergie durable. Des fils de nouvelles quotidiens fournissent à des milliers d'abonnés des mises à jour en temps réel au sujet des principaux développements dans ces domaines de politique et de pratique. Le gestionnaire des connaissances de l'IISD a élaboré une série de listes d'envoi de courriels fondée sur des questions spécifiques pour diffuser des articles et documents sur des thèmes particuliers au personnel de l'IISD. Enfin, les réunions de l'équipe de programme incluent régulièrement du personnel d'autres programmes qui travaillent sur des sujets connexes.

Au niveau suivant, les équipes de l'IISD ont profité de leur propre expertise acquise grâce à de multiples programmes pour former des partenariats avec des pays afin de les aider à trouver des solutions sur le terrain. Ainsi, les travaux de l'IISD sur la gestion de l'eau douce sont ancrés dans des domaines tels que les indicateurs, la vulnérabilité face au climat en ce qu'elle touche les cycles hydrologiques, la planification de prévoyance et la gestion adaptative. Des compétences particulières telles que l'élaboration de scénarios, la prestation de formation en ligne ou la conception de politiques adaptatives peuvent s'appliquer à un grand nombre de projets et circonstances, ce qui peut créer une adéquation naturelle entre les domaines de programmes. En cas d'intégration avancée du personnel de divers domaines, le projet est conçu comme un projet commun dont les recettes et les dépenses sont équitablement réparties entre les programmes participants.

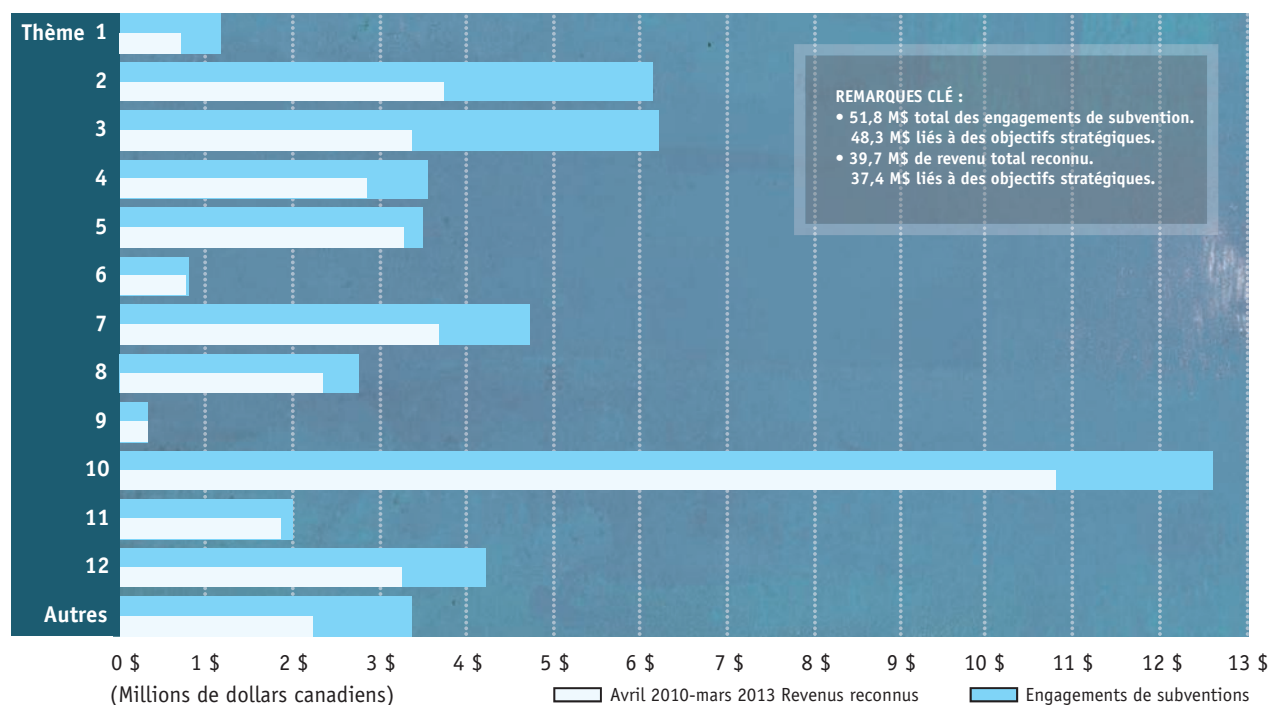
Les groupes de travail autonomes sont un autre mécanisme pour coordonner des projets pluridisciplinaires. Ainsi, l'adaptation est clairement liée aux activités de multiples programmes. Les chercheurs de divers programmes ont spontanément formé un groupe de travail qui se réunit régulièrement pour mettre des informations en commun, discuter de propositions et déterminer les possibilités d'actions conjointes.

Lorsqu'un projet est conçu, dès le départ, pour traiter des objectifs ou des questions fondamentalement reliés, on a le degré le plus élevé de collaboration entre les programmes. Le personnel de différents programmes collabore pour rédiger la proposition, obtenir le financement et mettre le projet en œuvre. L'IISD a prôné ce niveau de collaboration en choisissant délibérément le thème interdisciplinaire *Commerce, énergie et changements climatiques* comme l'un des principaux thèmes du Plan stratégique quinquennal actuel. Au cours du dernier exercice, cinq projets conjoints auxquels ont participé quatre programmes différents ont été réalisés.

LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE ET DE REDDITION DE COMPTE FONDÉ SUR LES RÉSULTATS ADOPTÉ PAR IISD EST UTILISÉ POUR CONSIGNER LES EXEMPLES PARTICULIERS D'INTÉGRATION DE PROGRAMMES DÉCRITE DANS LE MODÈLE CI-DESSUS. L'EFFET NET RECHERCHÉ DE CES STRUCTURES ET PROCESSUS ORGANISATIONNELS EST LA CRÉATION D'UNE CULTURE DE MISE EN COMMUN DE L'INFORMATION ET DE TRAVAIL COLLABORATIF VISANT À UTILISER LES MEILLEURES IDÉES AFIN D'INFORMER NOS TRAVAUX ET D'AVANCER PLUS RAPIDEMENT VERS UN AVENIR DURABLE.

Veuillez consulter les pages 26 et 27 pour obtenir de plus amples renseignements concernant le Plan stratégique de l'IISD pour 2010-2015.

2010–2013, Engagements de subventions et revenus reconnus par thème du plan stratégique



REVENUS RECONNUS PAR THÈME POUR 2012-2013—BAILLEURS DE FONDS (PLUS DE 50 000 \$)

1. DES POLITIQUES CLIMATIQUES QUI LUTTENT CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (OBJECTIF 1)

John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	95 005 \$
Ministère des Affaires étrangères (Suède)	68 807
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	60 826

2. UN INVESTISSEMENT DURABLE (OBJECTIFS 2 & 3)

Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC)	334 053
Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)	280 069
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	191 286
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	106 978
Ministère des Affaires étrangères (Suède)	68 807

3. ÉLIMINER LES SUBVENTIONS QUI NUISENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (OBJECTIF 4)

Foreign & Commonwealth Office (FCO)	423 486
Ministère des Affaires étrangères (Norvège)	413 397
Secrétariat d'État à l'économie (SECO) - Suisse	246 431
Agence suédoise d'aide au développement international (Asdi)	241 956
Oxford Policy Management Limited (OPML)	98 560
Stichting Foundation Renewable Energy Technology Deployment (RETD)	67 060

4. MARCHÉS DURABLES ET COMMERCE RESPONSABLE (OBJECTIFS 5 – 7)

Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)	540 031
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	197 422
Conseil International des Mines et Métaux (ICMM)	174 427
Secrétariat d'État à l'économie (SECO) - Suisse	70 831
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	60 826

5. UN CATALYSEUR CONSTRUCTIF AU SEIN DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES (OBJECTIFS 8 & 9)

Environnement Canada	758 770
PricewaterhouseCoopers Services Ltd. (PwCS)	543 451
Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)	295 376
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	64 918

6. APPROCHES NORD-AMÉRICAINES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (OBJECTIF 10)

Ministère de la Conservation du Manitoba	99 939
--	--------

7. ADAPTATION, RÉDUCTION DES RISQUES ET RÉSILIENCE (OBJECTIFS 11 – 13)

PricewaterhouseCoopers Services Ltd. (PwCS)	670 290
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	138 397
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	136 356
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	68 052

8. COMMUNIQUER LA VALEUR DES BIENS ET SERVICES ÉCOLOGIQUES (OBJECTIFS 14 & 15)

Gestion des ressources hydriques Manitoba	235 199
Manitoba Hydro	215 298
Conservation Manitoba	163 159
Manitoba Lotteries	115 783
Royal Bank of Canada Foundation	59 364

9. GESTION ENVIRONNEMENTALE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (OBJECTIFS 16 & 17)

Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)	59 228
--	--------

10. TRANSPARENCE ET RESPONSABILISATION : LE RÔLE DES SERVICES D'INFORMATION (OBJECTIFS 18 – 22)

Commission européenne	1 050 306
Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC)	486 810
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	319 059
État du Qatar	235 515
Australia AID	144 031
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	116 422
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	112 681
La Banque mondiale	108 297
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies	99 747
Ministère des Affaires étrangères (Finlande)	96 287
Ministère de l'Écologie (France)	87 014
Ministère fédéral de l'Environnement (BMU) (Allemagne)	84 202
Agence internationale pour les énergies renouvelables IRENA	82 162
Suisse - Office fédéral de l'environnement (OFEV)	81 338
Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB)	76 545
Agence suédoise d'aide au développement international (Asdi)	74 205
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	60 651
Taipei Economic and Cultural Office (TECO)	50 955

11. CONNECTIVITÉ MONDIALE (OBJECTIFS 23 – 25)

Agence canadienne de développement international (ACDI)	174 068
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	135 251
Centre Mondial de Surveillance de la Conservation de la Nature du PNUE (WCMC)	73 048

12. LA RESPONSABILISATION POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE (OBJECTIFS 26 – 28)

Secrétariat d'État à l'économie (SECO) - Suisse	349 482
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	121 652
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	115 124
Bertelsmann Stiftung	107 908
Centraide de Winnipeg	93 459
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	57 919

Deloitte.Deloitte s.r.l.
360 Main Street
Suite 2300
Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3
CanadaTél. : 204-942-0051
Télec. : 204-947-9390
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés résumés

Aux membres de
l'Institut international du développement durable

Les états financiers consolidés résumés ci-joints, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, sont tirés des états financiers consolidés audités de l'Institut international du développement durable pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers consolidés dans nos rapports datés du 19 juin 2013. Ni ces états financiers consolidés ni les états financiers consolidés résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de nos rapports sur ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les principes comptables généralement reconnus du Canada. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers consolidés audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers consolidés audités conformément aux critères établis par le conseil d'administration.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit 810, intitulée *Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés*.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés résumés tirés des états financiers consolidés audités de l'Institut international du développement durable pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères mentionnés précédemment.



Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)

Le 19 juin 2013

États consolidés de la situation financière

31 mars 2013, 31 mars 2012 et 1^{er} avril 2011

	31 mars 2013	31 mars 2012	1 ^{er} avril 2011*
ACTIF			
À COURT TERME			
Trésorerie	974 234 \$	3 545 374 \$	1 063 546 \$
Titres négociables	4 878 659	7 592 158	8 104 934
Débiteurs	13 928 508	9 628 547	9 790 219
Frais payés d'avance et dépôts	137 650	196 190	161 970
	19 919 051	20 962 269	19 120 669
IMMOBILISATIONS			
	210 382	264 497	244 301
	20 129 433 \$	21 226 766 \$	19 364 970 \$
PASSIF			
À COURT TERME			
Créditeurs et charges à payer	1 688 273 \$	1 954 611 \$	1 440 861 \$
Produits reportés	12 109 946	12 051 617	10 302 168
	13 798 219	14 006 228	11 743 029
ENGAGEMENTS			
ACTIFS NETS			
Actifs nets investis en immobilisations	210 382	264 497	244 301
Réserve pour création de programmes (note 3h)	4 085 437	4 349 930	4 445 049
Fonds d'innovation	9 972	9 972	5 972
Fonds de campagne	10 529	7 165	26 242
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 014 894	2 588 974	2 900 377
	6 331 214	7 220 538	7 621 941
	20 129 433 \$	21 226 766 \$	19 364 970 \$

* ADOPTION D'UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013, l'Institut a adopté les nouvelles normes comptables pour les organismes sans but lucratif (les « nouvelles normes ») publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Conformément au chapitre 1501 du *Manuel de l'ICCA*, « Application initiale des normes pour les organismes sans but lucratif » (le « chapitre 1501 »), la date de transition aux nouvelles normes est le 1^{er} avril 2011 et l'Institut a préparé et présenté un état de la situation financière d'ouverture à cette date. Cet état de la situation financière d'ouverture est le point de départ de la comptabilité de l'Institut selon les nouvelles normes comptables.

Dans son état de la situation financière d'ouverture, en vertu des recommandations de l'article 1501, l'Institut :

- a) a comptabilisé tous les actifs et passifs dont la comptabilisation est prescrite par les nouvelles normes;
- b) n'a pas comptabilisé d'éléments en tant qu'actifs ou passifs si les nouvelles normes n'autorisent pas une telle comptabilisation;
- c) a reclassé les éléments qu'elle comptabilisait auparavant dans une catégorie donnée d'actifs, de passifs ou de composantes des capitaux propres, mais qui, selon les nouvelles normes, appartient à une autre catégorie;
- d) a appliqué les nouvelles normes pour l'évaluation de tous les actifs et passifs comptabilisés.

Conformément aux exigences du chapitre 1501, les méthodes comptables décrites à la note 3 ont été appliquées uniformément pour tous les exercices présentés.

L'adoption des nouvelles normes n'a eu aucune incidence significative sur l'état de la situation financière au 1^{er} avril 2011 ou sur l'état consolidé des résultats et de l'évolution des actifs nets ni sur l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

États consolidés des résultats et de l'évolution des actifs de fonctionnement nets non affectés

Pour les exercices clos les 31 mars 2013 et 2012

	2013	2012
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	13 981 637 \$	13 079 799 \$
Subventions de fonctionnement	2 491 130	2 888 530
Fonds d'innovation	21 550	6 667
Intérêts	130 491	185 751
Autres (charges) produits	(185 530)	28 877
TOTAL DES PRODUITS	16 439 278	16 189 624
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	5 564 278	5 462 245
Services d'information	4 132 842	3 641 792
Changements climatiques et énergie	3 290 388	2 651 382
Capital naturel et social	1 960 875	1 733 263
Connectivité mondiale	684 839	844 010
Création de nouveaux projets	291 993	95 772
Fonds d'innovation	21 550	7 496
	15 946 765	14 435 960
Administration	904 055	1 403 953
Services de publication et médias et communications	374 505	599 415
Conseil d'administration	106 641	136 622
TOTAL DES CHARGES	17 331 966	16 575 950
EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	(892 688)	(386 326)
MONTANT AFFECTÉ AUX (PROVENANT DES)		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	54 115	(20 196)
Réserve pour création de programmes	264 493	95 119
DIMINUTION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	(574 080)	(311 403)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 588 974	2 900 377
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	2 014 894 \$	2 588 974 \$

Accords de financement

Subventions affectées à des fins particulières | L'IISD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	31 mars 2013	31 mars 2012
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
canadiens	2 263 \$	1 465 \$
internationaux	10 209	6 623
	12 472	8 088
Organismes des Nations Unies	643	1 105
Organismes internationaux	1 432	1 025
Fondations philanthropiques	898	233
Secteur privé et autres	1 068	2 741
	16 513 \$	13 192 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, les honoraires et, en ce qui a trait au poste Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications, la perte nette de change au 31 mars 2013 s'élevait à 219 mille dollars (gain de 9 mille dollars en 2012).

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières		Total de 2013
		Fonds d'innovation	(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	3 \$	– \$	5 032 \$	5 035 \$
Services d'information	2	–	3 959	3 961
Changements climatiques et énergie	–	–	2 874	2 874
Capital naturel et social	5	–	1 512	1 517
Connectivité mondiale	–	–	577	577
Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications	(195)	–	27	(168)
	(185)	–	13 981	13 796
Fonds d'innovation	–	22	–	22
	(185) \$	22 \$	13 981 \$	13 818 \$

Subventions de fonctionnement | En mars 2012, l'accord de l'exercice précédent conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI »), d'un montant de 1,254 million de dollars, a été prorogé de 9 mois supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2012. Le montant total alloué à l'exercice 2012-2013 a été reçu et est inclus dans les produits pour l'exercice. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IISD des subventions de fonctionnement. L'IISD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se clôturant le 31 mars 2016 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds. En mars 2012, l'accord conclu avec le CRDI a été modifié pour le proroger de 12 mois supplémentaires et a été financé à hauteur de 1 million de dollars pour la période de prorogation. Le financement pour la période de prorogation est inclus dans les produits au 31 mars 2013. Par la suite, en avril 2013, l'accord conclu avec le CRDI a été modifié afin d'être prorogé de cinq années supplémentaires pour un total de 5 millions de dollars pour la période de prorogation.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2013	Exercices antérieurs	
		(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada				
Agence canadienne de développement international	2 926 \$	1 254 \$	1 672 \$	– \$
Gouvernement du Manitoba	4 186	837	837	2 512
Centre de recherches pour le développement international	2 422	400	2 022	–
Produits tirés des subventions de fonctionnement	9 534 \$	2 491 \$	4 531 \$	2 512 \$

Accords de financement

Fonds d'innovation

En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation l'IISD. Les apports de 483 mille dollars reçus des donateurs depuis la constitution jusqu'au 31 mars 2013 ont été affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Au 31 mars 2013, des subventions de 473 mille dollars ont été octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation. Au 31 mars 2013, le solde du Fonds d'innovation était de 10 mille dollars (10 mille dollars en 2012).

Fonds de campagne

En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement. Les apports de 1,304 million de dollars reçus de donateurs depuis le lancement jusqu'au 31 mars 2013 ont servi à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Des subventions de 1,294 million de dollars ont été octroyées à des projets particuliers qui ont répondu aux critères de la campagne. Au 31 mars 2013, le solde du Fonds de campagne s'élevait à 10 mille dollars (7 mille dollars en 2012).

Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013

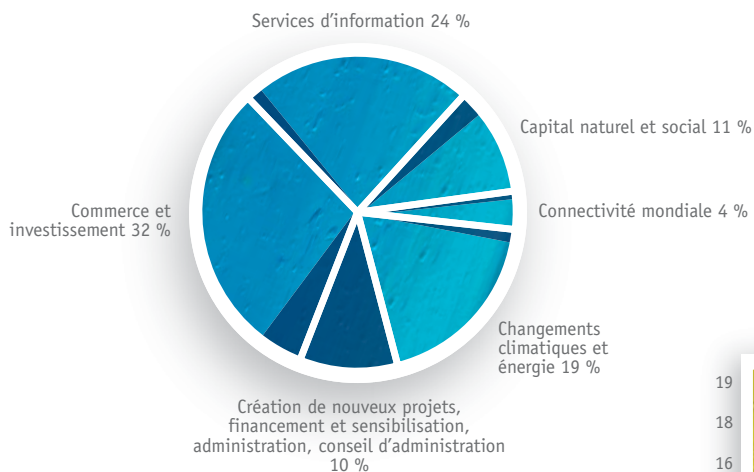
	Commerce et investissement	Services d'information	Changements climatiques et énergie	Capital naturel et social	Connectivité mondiale	Nouveaux projets	Fonds d'innovation	Services de publication	Médias et communications	Administration	Conseil d'administration	Total en 2013	Total en 2012
Produits	5 035 \$	3 961 \$	2 874 \$	1 517 \$	577 \$	27 \$	22 \$	2 \$	- \$	(197) \$	- \$	13 818 \$	13 115 \$
Personnel	3 152	1 000	1 641	1 381	380	131	22	134	96	644	-	8 581	8 806
Conseil d'administration - charges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107	107	137
Déplacements	451	1 276	224	95	65	17	-	-	-	24	-	2 152	2 063
Publication	122	34	46	11	18	7	-	17	-	-	-	255	334
Consultation	1 105	1 535	1 117	217	159	125	-	15	41	13	-	4 327	3 266
Réunions	268	-	30	41	9	6	-	1	11	1	-	367	503
Fournitures et autre matériel	152	87	68	73	14	6	-	19	6	154	-	579	506
Documents de recherche	16	4	7	7	2	-	-	1	1	3	-	41	61
Télécommunications	48	66	31	28	8	-	-	10	2	14	-	207	226
Loyer	213	120	107	91	25	-	-	9	6	44	-	615	580
Amortissement	37	11	19	17	5	-	-	4	1	7	-	101	94
Total des charges	5 564	4 133	3 290	1 961	685	292	22	210	164	904	107	17 332	16 576
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	(529) \$	(172) \$	(416) \$	(444) \$	(108) \$	(265) \$	- \$	(208) \$	(164) \$	(1 101) \$	(107) \$	(3 514) \$	(3 461) \$

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	2 491	2 889
Intérêts	130	186
Excédent des charges sur les produits	(893) \$	(386) \$

PRODUITS ET CHARGES PAR CATÉGORIE DE PROJETS EN 2012-2013

Total des charges 17 331 966 \$

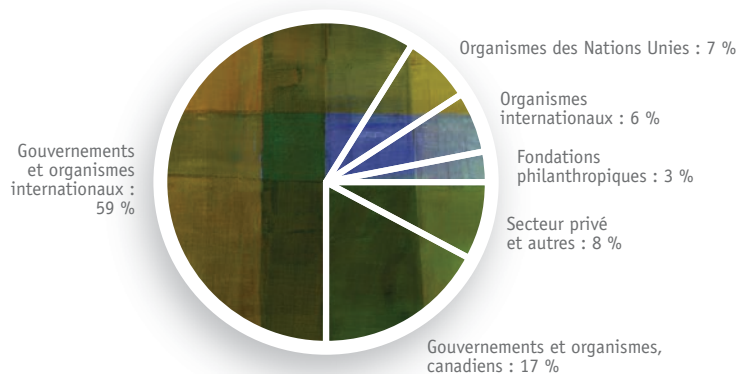


Financé au moyen de ce qui suit :

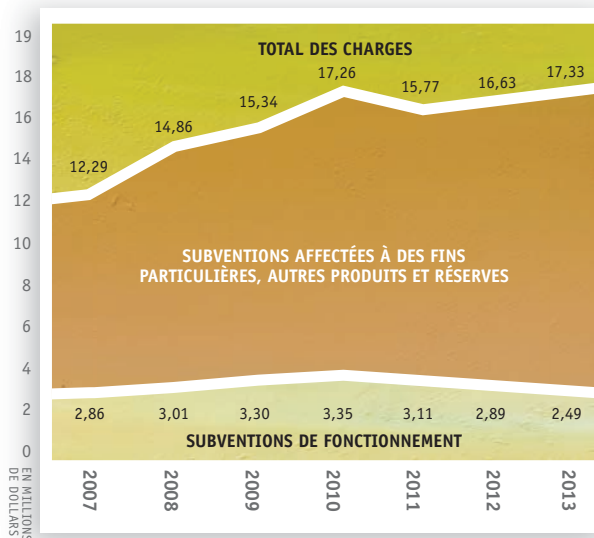
- Subventions de fonctionnement et réserves
- Subventions affectées à des fins particulières et autres produits

SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES, PAR DONATEUR 2012-2013

Total des subventions affectées à des fins particulières 13 981 637 \$



2007-2013 ÉVOLUTION DU FINANCEMENT DE L'IISD



Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

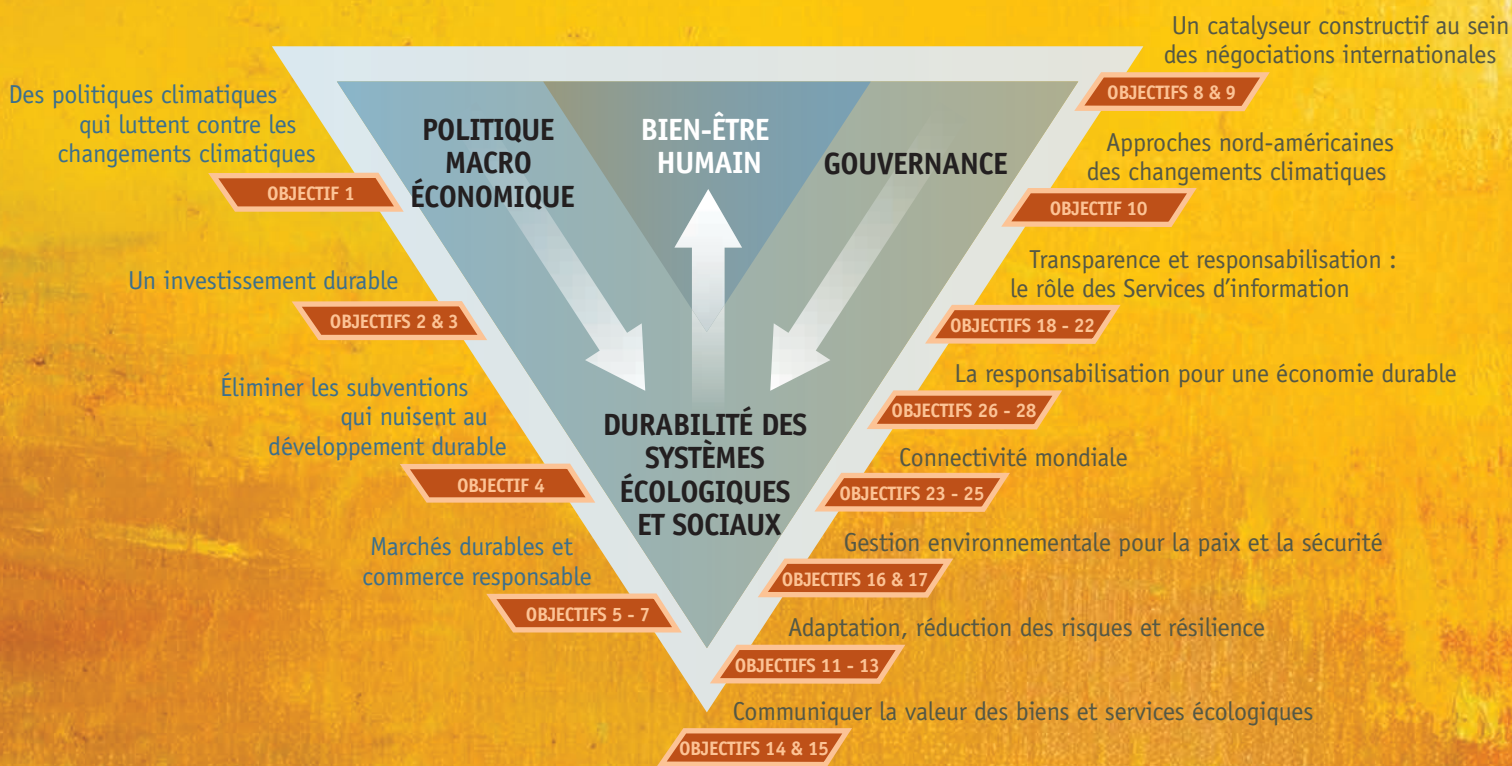
Pour l'exercice clos le 31 mars 2013

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)		
Environnement Canada		802 \$
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		638
Ressources naturelles Canada (RNCan)		52
Affaires autochtones et Développement du Nord du Canada		10
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada		1
		<hr/> 1 503
Gouvernements provinciaux		
Manitoba		476
Colombie-Britannique		182
Alberta		84
Terre-Neuve-et-Labrador		6
Nouvelle-Écosse		6
Ontario		6
		<hr/> 760
Gouvernements étrangers		
Royaume-Uni		
Department for International Development (DFID)	2 418	
Foreign and Commonwealth Office (FCO)	344	2 762
Danemark		
Ministère des Affaires étrangères		2 613
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 402	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	144	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	107	1 653
Norvège		
Ministère des Affaires étrangères	1 581	
Ministère de l'Environnement	17	1 598
Suède		
Agence suédoise d'aide au développement international	365	
Ministère de l'Environnement	29	394
France		
Ministère de l'Écologie	234	
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)	139	373
Qatar		
État du Qatar		236
Allemagne		
Ministère fédéral de l'Environnement (BMU)	98	
Ministère de la Planification, de l'Environnement et de la Mobilité – Région wallonne	78	
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)	28	204
Australie		
Agency for International Development (AID)	144	
Government Climate Change Department – Gouvernement de l'Australie	31	175
Finlande		
Ministère des Affaires étrangères		98
Taipei chinois		
Bureau de représentation de Taipei au Canada (TECO)		51
Autriche		
Ministère fédéral de l'Agriculture, des Forêts et de l'Environnement		26
Inde		
Ministère de l'Environnement et des Forêts		18
Nouvelle-Zélande		
Ministry of Foreign Affairs and Trade		8
		<hr/> 10 209

Organismes des Nations Unies	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	367 \$
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	97
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	61
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	41
Bureau des Nations Unies à Nairobi (UNON)	32
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)	23
Office des Nations Unies à Genève (ONUG)	18
Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	2
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)	2
	643
Organismes internationaux	
Banque asiatique de développement	549
Conseil International des Mines et Métaux	175
Banque mondiale	144
Agence internationale pour les énergies renouvelables	81
Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique	77
Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire (ADRA) du Canada	74
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	41
Stitching BirdLife Europe	39
Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO)	39
Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)	36
Fairfood International	28
World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)	23
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	22
Centre du commerce international (ITC)	22
Institute for Advance Sustainability Studies	17
Secrétariat de la Convention de Ramsar	15
International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)	13
Open Society Initiative for West Africa	12
Autres (moins de 10 000 \$)	25
	1 432
Fondations philanthropiques	
John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	459
Bertelsmann Stiftung	111
Centraide de Winnipeg	90
RBC Foundation	80
Stitching Foundation Renewable Energy Technology Deployment (RETD)	67
Asia-Europe Foundation (ASEF)	40
The Gail Asper Family Foundation Inc.	30
Wild Chimpanzee Foundation (WCF)	20
Autres (moins de 10 000 \$)	1
	898
Secteur privé et autres	
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	308 \$
Manitoba Hydro	257
Manitoba Lotteries Corporation	153
Pulse Crops Canada Association	84
Nestlé SA	48
Prairie Improvement Network (P.I.N.)	34
Université de Winnipeg	26
Transparency International	25
Deerwood Soil and Water Management Association Inc.	20
HTSPE Limited	15
Oxford Policy Management Limited	13
Enbridge	10
Shell Canada	10
TransCanada Energy	10
Autres (moins de 10 000 \$)	55
	1 068
	16 513 \$

Cadre conceptuel du Plan stratégique de l'IISD

Rechercher un changement transformateur au moyen d'un glissement de paradigme et d'innovations cumulatives dans la politique macroéconomique et la gouvernance pour la gestion durable des systèmes écologiques et sociaux



Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques

OBJECTIF N° 1 : Instruments de politique connexes au commerce utilisés pour traiter efficacement la question des changements climatiques du point de vue de l'environnement en nuisant le moins possible au développement.

Un investissement durable

OBJECTIF N° 2 : Transformer les cadres et processus d'investissement internationaux, régionaux et nationaux afin de favoriser et de promouvoir efficacement l'investissement durable.

OBJECTIF N° 3 : Les flux d'investissement soutiennent le développement durable en disséminant les biens et technologies respectueux du climat.

Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable

OBJECTIF N° 4 : L'élimination des subventions qui nuisent au développement durable.

Marchés durables et commerce responsable

OBJECTIF N° 5 : Améliorer la compréhension des impacts actuels et potentiels des initiatives volontaires de durabilité sur les marchés mondiaux et le développement durable.

OBJECTIF N° 6 : Veiller à ce que les marchés mondiaux fournissent des débouchés positifs quant aux moyens d'existence durables et à la réduction de la pauvreté chez les populations qui en ont le plus besoin.

OBJECTIF N° 7 : Permettre aux gouvernements d'utiliser l'approvisionnement public durable comme catalyseur pour démontrer le leadership en matière de développement durable et promouvoir la production et la consommation durables.

Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales

OBJECTIF N° 8 : Un régime international pour les changements climatiques qui aborde efficacement les questions liées à l'atténuation, l'adaptation, la technologie et au financement.

OBJECTIF N° 9 : Un régime international pour les changements climatiques qui prévoit des possibilités pour les pays en développement dans les domaines de l'adoption des transferts de technologie et d'une croissance sobre en carbone.

Approches nord-américaines des changements climatiques

OBJECTIF N° 10 : Une relation constructive et progressive en matière d'énergie et de changements climatiques entre le Canada et les États-Unis.

Adaptation, réduction des risques et résilience

OBJECTIF N° 11 : Des mesures de l'adaptation capables d'évaluer, surveiller et classer en ordre de priorité les efforts proposés pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques sont à la disposition des praticiens du développement, qui les comprennent, dans des pays en développement et développés, contribuant à une augmentation significative de la mise en œuvre de mesures durables qui appuient l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 12 : Les décideurs envisagent et intègrent couramment les conséquences d'un climat physique en évolution dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement facilitant ainsi l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 13 : Une réduction du risque pour la stabilité politique et économique posé par les changements climatiques.

Communiquer la valeur des biens et services écologiques (BSE)

OBJECTIF N° 14 : Lac Winnipeg – qu'un plan stratégique de gestion applicable au bassin hydrographique du lac Winnipeg soit élaboré en fonction des principes des BSE.

OBJECTIF N° 15 : Écosanté – la santé et le bien-être humains sont améliorés au moyen des investissements dans les BSE.

Gestion environnementale pour la paix et la sécurité

OBJECTIF N° 16 : La gestion environnementale est efficacement intégrée dans les évaluations de renforcement de la paix, les mandats et opérations, et elle est renforcée par le développement international et la gouvernance environnementale.

OBJECTIF N° 17 : La conservation et la gestion environnementale tenant compte des conflits sont généralement mises en œuvre dans les régions affectées par un conflit ou sujettes aux conflits.

Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information

OBJECTIF N° 18 : Veiller à ce que des informations et analyses neutres, fiables, opportunes et accessibles qui renforcent les processus de formulation des politiques soient disponibles; améliorer la transparence et la responsabilisation des négociations intergouvernementales et l'égalité de la répartition des informations.

OBJECTIF N° 19 : Fournir un lieu unique où se procurer des renseignements, des nouvelles et des analyses qui facilitent la formulation de politiques en connaissance de cause dans des domaines cruciaux tels que les changements climatiques et peut-être un ou deux autres sujets tels que l'eau et l'énergie.

OBJECTIF N° 20 : Une coopération et une collaboration plus étroites entre les décideurs et autres intéressés dans le cadre d'accords multilatéraux sur l'environnement essentiels conduisant à une meilleure compréhension mutuelle et à une formulation des politiques améliorée.

OBJECTIF N° 21 : Des processus de formulation des politiques mieux informés aux niveaux régionaux. Cela inclut la promotion de la transparence et de la responsabilisation, le renforcement des communautés et de meilleurs systèmes de gestion des connaissances au niveau régional.

OBJECTIF N° 22 : Contribuer de façon sensée aux plus vastes objectifs et autres programmes de l'IISD.

Connectivité mondiale

OBJECTIF N° 23 : L'Internet (et les technologies et services qui lui sont connexes) sont canalisés par les politiques sur l'Internet et les intéressés du domaine du développement durable collaborant pour soutenir les transitions vers des économies plus vertes et des sociétés plus durables.

OBJECTIF N° 24 : On obtient, au moyen de la promotion, du soutien et de l'évaluation de nouveaux modèles de collaboration, d'apprentissage et d'action fondés sur la technologie de l'information et des communications, qu'un ensemble essentiel d'institutions et de personnes collaborent vers le développement durable.

OBJECTIF N° 25 : La prochaine génération de leaders, tant au Canada qu'ailleurs, est préparée de façon à penser et à agir avec le développement durable comme objectif au moyen d'approches qui utilisent les avantages d'un monde plus connecté.

La responsabilisation pour une économie durable

OBJECTIF N° 26 : Le rôle de la responsabilisation dans une économie durable est clairement établi et des nouveaux mécanismes de responsabilisation sont en place pour le 21^e siècle.

OBJECTIF N° 27 : Provoquer une amélioration considérable du niveau de conformité et d'exécution des normes, mesures et règles environnementales convenues dans le cadre des organisations et conventions internationales.

OBJECTIF N° 28 : Faire en sorte que le monde politique accorde une attention prioritaire à la nécessité de fixer des objectifs de durabilité clairs et mesurables aux niveaux national et infranational et mettre en œuvre de solides mesures de responsabilisation pour garantir leur réalisation.

